Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 86 (1995)

Heft: 20

Artikel: Pour une nouvelle politique énergétique dans une nouvelle Suisse : exposé à l'occasion de l'Assemblée générale de l'UCS, le 7 septembre 1995 à Montreux

Autor: Pilet, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-902495

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

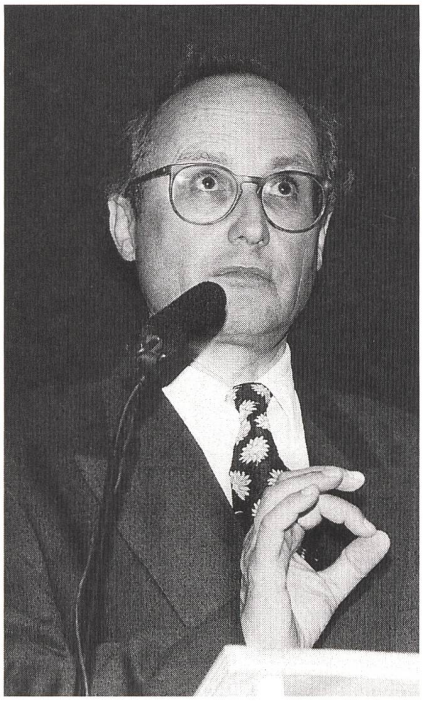
Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

En journaliste, en citoyen aussi, l'auteur est heureux d'apporter quelques éléments de réflexion sur l'avenir de la branche électrique, sur l'avenir surtout de l'économie, sur l'avenir du pays. Il rend aussi hommage aux pionniers de l'électricité dans notre pays qui, il y a plus d'un siècle, se lançaient dans de gigantesques travaux, ne disposaient d'aucune des facilités et des garanties qui sont les nôtres aujourd'hui.

Pour une nouvelle politique énergétique dans une nouvelle Suisse

Exposé à l'occasion de l'Assemblée générale de l'UCS, le 7 septembre 1995 à Montreux



Jacques Pilet à l'Assemblée générale de l'UCS.

Adresse de l'auteur:
Jacques Pilet, directeur et rédacteur en chef du journal «Le Nouveau Quotidien», Chemin de Montelly 78, 1007 Lausanne.

■ Jacques Pilet

La Suisse aborde la fin du siècle dans le doute et dans la peur, ne sachant pas trop où placer ses espoirs. Il nous incombe à tous de démêler cet écheveau d'interrogations entremêlées, en faisant bien la part des mouvements d'humeur collectifs largement irrationnels et des réalités politiques et économiques incontestées.

Deux faits incontestables marquent ce tournant de notre histoire. D'abord, nos relations avec nos voisins se modifient fondamentalement: notre pays se trouve plongé dans la tourmente, à la fois inquiétante et stimulante, de la concurrence internationale dont il avait su habilement se tenir à l'écart pendant des décennies. Par ailleurs, la substance même de notre économie est en train de se modifier en profondeur.

«Ces changements vont changer le visage de notre société»

Ces changements dont nous ne faisons qu'entrevoir les premiers effets vont changer le visage de notre société. Aucun groupe social, aucune branche ne sera épargnée. A plus forte raison la vôtre qui innerve chaque usine, chaque bureau, chaque maison, chaque rue de notre pays.

Que se passe-t-il donc? Les barrières que nous avons élevées à partir de 1914 et que nous avons cru bon de maintenir après 1945, pour assurer un cadre d'existence protégé à plusieurs secteurs d'activités, sont en train de s'effondrer. Le développement de l'Union européenne, mais plus généralement, la globalisation mondiale de l'économie, la pression qui s'exerce partout en faveur du libre marché et de la concurrence, tous ces facteurs s'ajoutent les uns aux autres et rendent intenables certains bastions protectionnistes qui s'écroulèrent par la force des choses, que nous le voulions ou non.

La majorité du peuple a cru bon de refuser l'entrée dans l'Espace économique européen et que voyons-nous? Les frontières sont débordées malgré nous. Simple exemple: à Lugano, à Genève, à Bâle, le commerce local s'effondre parce que la disparité des prix entre la Suisse et l'étranger n'est plus supportable pour les consommateurs. Chaque jour, des entreprises délocalisent leur production, stoppent leurs investissements en Suisse et les multiplient à l'étranger. Plus grave encore: la recherche elle-même tente à prendre le large. Quant au glorieux secteur financier, s'il reste puissant, diminue ses effectifs en Suisse et les augmente à travers le monde. Si l'on ajoute à cela que la Suisse attire toujours moins de touristes étrangers au moment où le tourisme mondial se développe de façon spectaculaire, on admettra que nous nous trouvons bel et bien à un tournant.

Jusqu'à une période récente, tout le monde pouvait encore croire que la récession des années 90, était comme les précédentes, «conjoncturelle» comme disent les

spécialistes, c'est-à-dire passagère. Après l'orage, se disait-on, le soleil finit bien par revenir. Après la récession, la reprise. Soudain, en plein milieu de cette dernière décennie du siècle, nous ouvrons les yeux: ce qui nous arrive a quelque chose à voir avec le destin de notre pays.

«Il s'agit de les redécouvrir, de remodeler, de rénover, de revivifier cette société»

Celui-ci garde bien sûr de formidables atouts. Mais il s'agit de les redécouvrir, de remodeler, de rénover, de revivifier cette société trop longtemps persuadée d'être promise éternellement par la grâce des dieux à la richesse et à la tranquillité.

Toutes celles et ceux qui se battent sur le front de la concurrence mondiale, toutes ces entreprises qui n'appartiennent pas aux secteurs cartellisés ou subventionnés savent bien que le défi qui se pose à nous, très concrètement, pour les toutes prochaines années, peut se résumer à ceci: nous devons produire des biens et des services de qualité supérieure à des prix inférieurs.

Et nous voilà donc au cœur de vos préoccupations. Dans quel cadre économique, vous demandez-vous légitimement, se développera votre branche dans les années futures?

C'est bel et bien la véritable question. Il s'agit de l'aborder avec liberté et créativité. Je veux dire par là qu'opposer des certitudes idéologiques ne mène à rien.

«Affrontement devenu quasiment religieux»

Trop longtemps, le débat énergétique en Suisse a été monopolisé par l'affrontement autour du nucléaire. Affrontement devenu quasiment religieux, avec les mystiques de l'antinucléaire d'un côté et les partisans de cette technologie réfutant tous les doutes et toutes les nuances. Nous voyons bien ce que ce choc pouvait avoir de stérile. La politique du tout nucléaire eut mené à la surproduction. Par ailleurs, le refus systématique de cette voie, on le pressent bien, nous posera aussi des problèmes.

Mais ce n'est pas de cela dont je souhaiterais parler avec vous aujourd'hui. Dans l'opinion publique, le rapport de force autour de ce choix épineux n'a pas véritablement changé. Il est trop tôt pour relancer politiquement la controverse: celle-ci ne ferait que répéter celle que nous avons connue dans les années septante et quatre-vingt.

De la même façon, méfions-nous des partis pris trop idéologiques dans la question de la privatisation de l'énergie. Votre branche qui s'est développée dans le cadre sécurisant du monopole est évidemment ébranlée par les pressions qui s'exercent de toutes parts en Europe en faveur d'une privatisation dans tous les domaines y compris l'approvisionnement énergétique.

Dans quel sens doit aller la Suisse? Elle n'a sûrement pas à se conformer à une mode, à imiter par principe ceux qui se parent des atours du modernisme. Vous savez fort bien que, au sein même de l'Union européenne, les pays interprètent de manières très diverses ses nouveaux préceptes.

«La concurrence ne sera jamais totalement ouverte»

De toute manière, dans le domaine particulier de l'électricité, la concurrence ne sera jamais totalement ouverte au sens où elle peut exister entre les divers marchands de souliers d'une même rue. La concurrence, mais vous le savez mieux que personne, ne pourra s'exercer qu'au niveau de l'approvisionnement en gros et entre un nombre limité de partenaires.

Le fameux rapport Cattin qui alimente vos discussions a sans doute le mérite de secouer les esprits, d'ouvrir des perspectives stimulantes.

Mais le vrai défi est peut-être ailleurs. La santé de vos entreprises de production et de distribution d'électricité est liée à celle de l'économie dans son ensemble. La question la plus importante à nous poser aujourd'hui, me semble-t-il, est celle-ci: la politique actuellement pratiquée en matière d'électricité pénalise-t-elle ou favorise-t-elle cette économie helvétique fragilisée qui cherche de nouveaux créneaux, de nouveaux rebonds, de nouvelles voies.

Permettez-moi de vous dire ici en toute franchise ce que beaucoup d'entrepreneurs, parmi les plus performants, parmi les plus audacieux, parmi les plus novateurs vous diraient aussi. La politique des prix d'électricité en Suisse n'est pas justifiable et le sera de moins en moins. La cherté de l'énergie électrique, comparée aux tarifs pratiqués chez nos voisins, est l'héritage de particularités helvétiques qui deviennent insupportables et qui doivent changer.

«La cherté de l'énergie électrique est l'héritage de particularités helvétiques»

Que les prix grimpent au moment où la demande stagne, aucun consommateur ne peut l'admettre. Il y a là une distorsion par rapport aux lois élémentaires du marché qui peut certes s'expliquer par mille et un arguments, mais qui ne peut pas être véritablement comprise par le public. Et lorsque celui-ci aura pleinement conscience – ce n'est pas encore le cas! – il se rebellera contre ceux qui font gonfler les factures.

Certes, les entreprises distributrices n'ont pas ou pas totalement ou pas encore répercuté ces augmentations sur les tarifs aux consommateurs, conscientes de l'enjeu politique. Cela ne change rien au fond du problème.

Personne ne comprendra qu'une branche dont les prix dépendent si faiblement de la main-d'œuvre, donc des salaires, puisse entrer ainsi dans une spirale inflationniste en pleine crise économique. Ces hausses résultent, nous dit-on, des charges financières liées aux nécessaires investissements entrepris. L'argument passe mal dans l'opinion publique, consciente que notre pays a encore l'avantage de disposer de taux de crédit extraordinairement favorables par rapport à ceux pratiqués dans les pays voisins. Mais, nous rétorque-t-on, le délai est si long entre la mise en œuvre des chantiers et le moment où les nouvelles unités peuvent produire, cela à cause des mille et une tracasseries administratives et politiques, que les frais financiers des emprunts prennent l'ascenseur. Le problème est bien réel. Et en Suisse romande, nous sommes bien placés pour le voir: l'extraordinaire lenteur dans la réalisation d'hydro-Rhône ou dans la création de nouvelles lignes à haute tension le prouvent éloquemment.

«Cette maladie de la lenteur est un signe de déclin social»

Mais alors que n'entreprenez-vous pas un véritable combat politique pour qu'à cet égard, les choses bougent et changent? Il y a de plus en plus de citoyens dans ce pays qui trouvent eux aussi intolérable ces sempiternelles embûches, ces cascades de recours, ces ajournements perpétuels de toute décision. Cette maladie de la lenteur, nous le pressentons bien, est un signe de déclin social. Mais il existe dans ce pays des forces de renouveau qui veulent libéraliser, simplifier, accélérer les procédures. Joignez-vous à elles, comptez sur elles.

Qu'il y ait de bonnes raisons d'augmenter les prix de l'électricité, c'est possible. Toute entreprise a de bonnes raisons d'augmenter ses prix. Dans le secteur privé, c'est le marché qui dresse un barrage à ces augmentations. Or votre branche n'évolue pas dans le marché. Protégée, encadrée, cartellisée, elle a pris des réflexes qui ne correspondent plus à la réalité actuelle.

Au moment où les industriels et les prestataires de services doivent consentir des efforts inouïs pour abaisser leurs coûts et rester concurrentiels sur le marché international, il est intolérable que des producteurs d'électricité suisses offrent du courant à un prix trois ou quatre fois plus élevé que le marché occasionnel international. Par cette politique, les producteurs d'électricité donnent une raison supplémentaire aux industriels tentés de quitter la Suisse.

Si votre branche n'entame pas la révolution culturelle entreprise depuis des années dans le secteur privé, contraint de se remettre en question en permanence, de limiter ses effectifs, d'augmenter sa productivité, de se rapprocher du client, si la branche de l'électricité ne fournit pas cet effort d'elle-même, les Suisses, tôt ou tard, ouvriront la porte aux fournisseurs étrangers, à une dérégulation totale dont il est certain que nous n'avons pas que des bienfaits à attendre.

«Ils se comportent comme si la Suisse était un pays clos»

L'un des pans de cette révolution à venir concerne évidemment le monde politique. Celui-ci convoite sa part de la manne hydroélectrique. Périodiquement, les cantons alpins élèvent leurs exigences. Là encore, ils se comportent comme si la Suisse était un pays clos, sans tenir compte des prix pratiqués à l'étranger. Ce comportement, lui aussi, est intolérable. Ces cantons, déjà largement soutenus par la péréquation financière, par le système des subventions fédérales, tirent la corde alors que celle-ci n'a plus de jeu. On ne peut plus admettre que la Suisse du Plateau et des villes où l'on se bat sur le front difficile de l'exportation des biens et des services, on ne peut admettre que cette frange de la société soit constamment sollicitée par les groupes qui vivent accrochés aux mamelles publiques.

Cette question du prix de l'énergie électrique est actuellement peu débattue et la pression des consommateurs est encore faible. Rien d'étonnant à cela: une coalition d'intérêts très divers se dessine pour maintenir ces prix à un niveau élevé. Des communautés publiques qui ont leur part du gâteau aux écologistes qui cherchent à renchérir toutes les énergies, il y a beaucoup de monde pour se féliciter du statu quo. Cette apparente unanimité est trompeuse. Car le jour, plus proche qu'il n'y paraît, où nous devrons de facto aligner les prix suisses aux prix européens, le choc sera d'autant plus dur.

«Comment baisser nos coûts?»

Mais, direz-vous, comment baisser nos coûts de production, nos coûts de distribution alors que nos charges sont là, bien réelles et apparemment incompressibles? Il n'est pas question, tout le monde est d'accord là-dessus j'imagine, de renoncer à d'utiles investissements comme l'accroissement des capacités des barrages hydroélectriques. Pas question non plus de renoncer à constituer des réserves en vue du démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie. Le défi qui se pose à vous et celui qui se pose à toutes les entreprises de ce pays: rationaliser leur organisation, faire jouer la concurrence dans les achats et les mandats, augmenter la productivité.

A cet égard, soyons francs, l'opinion publique n'a pas le sentiment que tous les grands travaux d'investissements consentis par la branche de l'électricité ces dernières années, ont été faits au meilleur compte. La concurrence a-t-elle pleinement jugé dans les mandats confiés aux bâtisseurs de barrages, aux constructeurs de lignes à haute tension? C'est possible, mais soyez certains que le bon peuple n'en est pas convaincu. Notre pays fonctionne depuis trop longtemps sur les ententes tacites, les répartitions discrètes des ressources publiques. Cette économie fermée et cartellisée nous a causé, dans de nombreux domaines, les plus grands torts.

«Les producteurs et les distributeurs d'électricité ont sans doute les moyens d'effectuer par eux-mêmes les réformes»

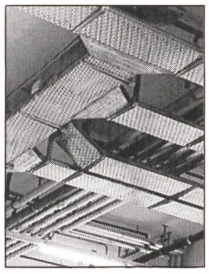
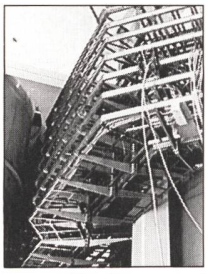
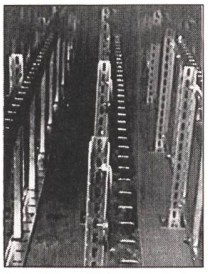
Ce sont ces mœurs-là qui doivent changer. Livrer d'un coup le marché de l'électricité à la libre concurrence, suivant en cela le dogme ultra-libéral, n'est pas forcément la bonne solution. Les débats que vous avez eu sur ces questions ces derniers mois prouvent qu'une profonde réflexion vous mobilise. Les producteurs et les distributeurs d'électricité ont sans doute les moyens d'effectuer par eux-mêmes les réformes qui s'imposent avant que celles-ci ne leur soient imposées de l'extérieur. A raison, vous appelez de vos vœux un large dialogue entre responsables politiques, milieux économiques, producteurs et distributeurs d'électricité. Un cadre nouveau doit en effet être trouvé. Que ce dialogue soit raisonnable et nuancé, tout le monde le souhaite. Nous aurions tort de nous cacher que la révolution à venir sera très profonde, cruelle ici, stimulante là. On peut la comparer avec celle qui attend le monde de l'agriculture, lui aussi promis à de vives secousses.

Ces perspectives, c'est légitime, suscitent bien des peurs. Mais pourquoi ne susciteraient-elles pas aussi des espoirs? L'imagination, la souplesse, le dynamisme qu'il faudra pour moderniser notre cadre économique nous permettront aussi de nous épanouir, de dépasser le cadre excessivement rigide et rassurant dans lequel nous avons vécu depuis des décennies.

Les pionniers de l'électricité dans notre pays qui, il y a plus d'un siècle, se lançaient dans de gigantesques travaux, ne disposaient d'aucune des facilités et des garanties qui sont les nôtres aujourd'hui. Rendons-leur hommage. Et puisons dans leur souvenir l'énergie intérieure dont nous aurons tant besoin pour réussir le tournant du siècle.

«Elektrizitätswirtschaft – Reformen aus eigener Kraft»

Der Chefredaktor des «Nouveau Quotidien», Jacques Pilet, zweifelte an der Tauglichkeit des Mittels einer radikalen Öffnung des Elektrizitätsmarktes. Die uneingeschränkte Einführung von Konkurrenz sei beim speziellen Produkt Strom kaum sinnvoll. Zur Erlangung der Wettbewerbsfähigkeit innerhalb Europas müsse die Elektrizitätswirtschaft ihre Kosten durch Rationalisierungsmassnahmen senken und ihre Produktivität steigern. Weiter habe die öffentliche Hand mit stets neuen finanziellen Begehren (so die aktuelle Forderung der Gebirgskantone zur Erhöhung der Wasserzinsen), aber auch Umweltkreise mit den wiederholten Forderungen nach einer Verteuerung der Energie ein Interesse, an der Beibehaltung des heutigen Zustandes. Pilet geisselte auch die Langsamkeit der administrativen und politischen Abläufe, die er als Krankheit bezeichnete. Die nach seiner Ansicht nötigen Reformen in der Elektrizitätswirtschaft seien von innen heraus vorzunehmen, bevor diese von aussen diktiert würden.

Chemins de câbles Echelles à câbles Colonnes montantes en exécution zinguée au feu

Le système de supports de câbles de qualité suisse livrable en exécution zinguée au feu selon DIN 50976.

- Chemins de câbles et échelles à câbles zinguées au feu livrables en longueurs de 3 ou **6 m** pour de plus grands écarts de suspension et un montage plus rapide
- poutrelles plafonnières et consoles renforcées en profilés C robustes
- colonnes montantes standard et renforcées pour un montage encore plus agréable.

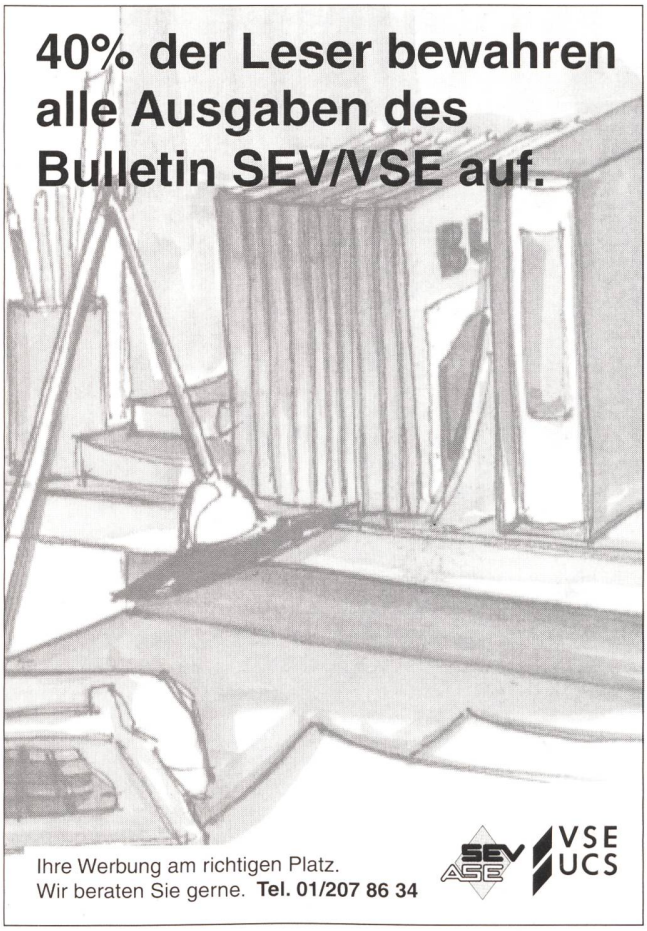
Conseil, offre, livraison rapide et avantageuse par votre électricien-grossiste ou

lanz oensingen 062/78 21 21 fax 062/76 31 79

☐ Les **chemins de câbles, échelles à câbles et colonnes montantes de LANZ** m'intéressent. Veuillez me faire parvenir votre documentation.

☐ Pourriez-vous me/nous rendre visite, avec préavis s.v.p.?

Nom/adresse: _____

11f

lanz oensingen sa
CH-4702 Oensingen · téléphone 062 78 21 21